



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO

Logement - Convention de gestion 2019 du Fonds de Solidarité pour le Logement - Avenant n°2 - Approbation

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire.

Le transfert du FSL permet depuis lors à la Métropole d'agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, sur les politiques d'attribution dans le logement social (application des lois ALUR, Egalité et citoyenneté et ELAN), et désormais l'accompagnement des personnes les plus modestes, en s'appuyant notamment sur :

- l'attribution d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Les aides directes à l'accès au logement ou pour impayés de loyer représentent 2 100 000 € dans le budget du FSL pour 2019 (somme identique à 2018) pour environ 5500 aides individuelles prévues environ.

Les actions collectives ou individuelles de soutien aux ménages en difficulté de logement, dont la réalisation est confiée à des opérateurs, essentiellement associatifs, représentent un budget global de 1 900 510 € de subventions engagées pour 2019.

Le FSL est un « pot commun » composé de la contribution de la Métropole, des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de la participation des autres partenaires volontaires : fournisseurs d'énergie, communes, régies des eaux, bailleurs, Caisse d'Allocation Familiale (CAF), etc.

La Métropole a reconduit en 2019 la délégation de gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la CAF de l'Hérault, par délibération en date du 21 décembre 2018. Une convention de gestion, signée en date du 13 février 2019, définit les modalités du fonctionnement administratif et financier du FSL métropolitain et fixe à 2 224 864 € le montant de la contribution initiale de la Métropole à verser à la CAF.

Toutefois, au terme d'une année pleine de fonctionnement en 2018, le FSL métropolitain a rencontré des difficultés de trésorerie qui ont révélé l'insuffisance du fonds de roulement transféré du Département de l'Hérault au titre des Attributions de Compensation (AC) actées fin 2016.

En effet, le Département ayant souhaité continuer à percevoir le remboursement des prêts accordés avant le transfert au 1^{er} janvier 2018, la recette attendue par la Métropole à hauteur du versement des prêts accordés n'interviendra, dans le meilleur des cas, qu'en 2022.

Le Département et les services de l'Etat sont saisis de la situation mais la Métropole a dû se résoudre, sans attendre un éventuel accord sur des AC réévaluées, à mobiliser au budget primitif 2019 une première enveloppe complémentaire de 200 000 € destinée à améliorer la trésorerie du FSL. Un premier avenant n°1 à la convention de gestion du FSL, signé en février avec la CAF, a été approuvé par délibération n°M2019-254 en date du 23 mai dernier.

Par-delà cette mesure conservatoire décidée fin 2018, un nouvel abondement de 400 000 € est nécessaire pour ne pas risquer une rupture de paiement du FSL, préjudiciable aux ménages en difficulté en fin d'exercice 2019, après paiement effectif des aides directes et indirectes aux ménages et opérateurs, et avant que les participations 2020 des différents contributeurs ne soient perçues sur le compte géré par la CAF.

Il convient par conséquent de modifier par avenant n°2 la convention de gestion signée avec la CAF pour réévaluer à nouveau la participation de la Métropole au FSL.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'abondement complémentaire du FSL par la Métropole de la somme de 400 000 € ;
- approuver le projet d'avenant n°2 à la convention 2019 de délégation de gestion financière et comptable du FSL de Montpellier Méditerranée Métropole, à intervenir avec la CAF de l'Hérault ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix


Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92242-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant financier CAF n°2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.